



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le 112 est le numéro unique d'appel

Rien ne va plus en Ukraine. Affrontements mortels à Kiev dans un contexte de guerre civile. La situation a soudain dégénéré mardi. Les réactions des acteurs européens et américains impliqués dans la crise politique sont unanimes. **Des sanctions sont attendues mais quel sera leur effet ?** La position exprimée par les officiels russes reste la même : les pays occidentaux qui soutiennent l'opposition sont responsables de la crise. La violence s'est déchaînée jeudi entre forces de l'ordre et manifestants, avec au moins 25 morts à Kiev, malgré la présence d'une troïka de ministres européens venus tenter d'arrêter le bain de sang. La menace de la scission d'Ukraine est en train de devenir réelle ?

Sommet franco-allemand. La coopération voulue par la France porte avant tout sur les questions économiques : fiscale et sociales. Or les cultures et les priorités ne sont pas les mêmes de l'autre côté du Rhin

L'Ecosse voit rouge après la mise en garde du président de la Commission européenne. Une Ecosse indépendante n'adhérera pas automatiquement à l'Union européenne.

La législature qui s'achève (nous sommes à 100 jours des **élections européennes**) aura été marquée par des efforts sans précédent pour **réguler et moraliser les banques**. Régulation, supervision, sanctions. Ces trois notions résument parfaitement l'esprit des "règles Barnier",

L'UE riposte à la Suisse Erasmus» et recherche gelés **JPV**

INSTITUTIONS

Barroso douche le rêve écossais d'adhérer à l'UE

20.02.2014

Il sera quasiment impossible pour l'Union européenne d'accepter en son sein un nouvel Etat membre ayant proclamé son indépendance vis-à-vis d'un pays déjà membre de l'UE, a déclaré dimanche José Manuel Barroso.

Certains pays comme l'Espagne peuvent cependant redouter que l'exemple écossais n'inspire d'autres régions d'Europe aspirant à l'indépendance comme la Catalogne.

José Manuel Barroso rappelle que Madrid s'est déjà opposé à la reconnaissance du Kosovo, qui a proclamé son indépendance de la Serbie en 2008.

L'euroscpticisme décolle en France à l'approche des élections

A moins de 100 jours des élections européennes de mai 2014, 42 % des personnes interrogées considèrent que le fait que la France fasse partie de l'Union européenne est une bonne chose, soit une baisse de 6 points par rapport à avril 2012.

L'euro bouc émissaire

Le rejet de l'Union européenne se matérialise surtout par une défiance à l'égard de ses grandes politiques. Aujourd'hui, 53 % des personnes sondées se déclarent opposées à la disparition de l'euro et 26 % sont favorables à un retour au franc. Des chiffres en forte baisse depuis 2012, où 62 % se déclaraient opposés à une sortie de l'euro

Cette poussée de l'euroscpticisme touche de manière variable les électeurs en fonction de leurs affinités politiques. Parmi les électeurs du Front national, le rejet de l'euro est resté relativement stable entre 2012 et 2014, mais ressort en forte hausse chez les sympathisants de l'UMP. La défiance à l'égard de la monnaie unique est passée de 8 % en 2012 à 19 % en 2014, tandis que l'idée positive de l'appartenance de la France à l'UE à dégringoler de 21 points en deux ans.

La question des quotas migratoires resurgit

Autre grande politique fondatrice de l'UE, la libre circulation des personnes au sein de l'UE est également touchée par le désamour des Français. Près de six Français sur dix (59 %) souhaitent une restriction des conditions de circulation des citoyens européens dans le pays

« L'un des piliers fondamentaux de la construction européenne est la libre circulation des personnes. Or, une large majorité de Français est pour une remise en cause de ce pilier » « Comme en Suisse (...) on a une demande de contrôle et de fermeture qui est majoritaire »,

Comme pour la monnaie unique, l'orientation politique reste un facteur déterminant de l'avis des personnes sondées sur la question de l'immigration intra-européenne. Moins de la moitié des électeurs de gauche (46 %) se

disent favorables à une limitation des immigrés européens en France, contre 68 % des électeurs de l'UMP et 75 % des sympathisants du Front national.

COMMISSION/CONSEILS

Le sommet franco-allemand

Les dossiers n'ont pas avancé aussi vite que prévu, et la démission d'un ministre allemand décale certains projets.

L'Ukraine surtout, bouscule l'ordre du jour

Le président et la chancelière avaient au départ mis la barre très haut, le premier en appelant les deux pays à créer un « **Airbus de l'énergie** », la seconde en plaidant pour la création d'un réseau européen de communications pour éviter que les données personnelles des Européens transitent par les États-Unis.

« **Nous voulons, l'Allemagne et la France, et tous les Européens sont animés de la même volonté**, permettre à l'Ukraine de connaître sa transition politique vers de nouvelles élections et un rassemblement. »

« L'Europe est toujours disponible pour l'accord d'association qui a été proposé à Vilnius », a ajouté M. Hollande.

De son côté, la Russie a vivement rejeté la position des Occidentaux

« Nos partenaires européens ont suffisamment fait **les médiateurs** », a déclaré le ministre des affaires étrangères, **Sergueï Lavrov**, qui a qualifié les événements actuels à Kiev de « **tentative de coup d'Etat** ». Selon lui, **les Occidentaux ont « honteusement » omis de reconnaître les actes extrémistes, « y compris néonazis, antisémites** », commis par les manifestants.

Une avancée timide sur la TTF mais Angela Merkel et François Hollande ne sont pas parvenus à débloquer le dossier de la taxe sur les transactions financières. Si le calendrier est fixé, la question de l'affectation et de l'assiette reste problématique

Alors que l'Allemagne se réinvestit de plus en plus dans les affaires étrangères, **le rapprochement franco-allemand a été très clair** en ce qui concerne l'Afrique avec notamment l'envoi de la brigade franco-allemande au Mali

Le candidat français Michel Barnier en campagne

A trois semaines du **Congrès de Dublin qui élira le candidat PPE** au pour prendre la succession de José Manuel Barroso, le Français multiplie les interviews et les déclarations sur l'actualité européenne.

Invité sur RFI, le commissaire européen a commenté **le résultat du référendum suisse** de la semaine dernière. "Il faut respecter ce vote et en

20.02.2014

tirer les leçons", estime-t-il tout en insistant sur le fait que l'on ne peut toutefois pas imaginer qu'on remette en cause la liberté de circulation en Europe. **Au sujet des événements en Ukraine**, Michel Barnier souhaite que l'accord de coopération avec l'UE soit signé, tout en respectant les liens historiques qui existent entre l'Ukraine et la Russie.

Mais c'est surtout sur sa dernière proposition de **séparation d'activités des banques** pour éviter toute future spéculation, que le commissaire européen au Marché intérieur est sollicité par les médias

Michel Barnier, l'artisan d'une finance éthique

La législature qui s'achève (nous sommes à 100 jours des élections européennes) aura été marquée par des efforts sans précédent pour réguler et moraliser les banques. L'artisan de cette réforme, Michel Barnier, candidat à la présidence de la Commission européenne, estime avoir tiré les leçons de la crise.

PARLEMENT

L'initiative citoyenne sur l'eau fait son entrée au Parlement

Le Parlement européen a lancé un débat sur l'accès à l'eau, un débat initié par les citoyens européens. Mais les eurodéputés restent divisés sur la question de la privatisation des services de distribution d'eau

ETATS MEMBRES

Allemagne

Première crise politique du nouveau gouvernement Merkel

Le conservateur Hans-Peter Friedrich n'est plus ministre de l'Agriculture Il a présenté sa démission le 14 février après avoir été mis en cause, cette fois en tant que ministre de l'Intérieur, à l'automne dernier. On lui reproche d'avoir enfreint son devoir de réserve en informant les sociaux-démocrates d'une enquête de justice visant l'un des leurs dans le cadre d'un réseau de pédopornographie. Une démission qui risquerait de nuire au gouvernement Merkel. Le vice-ministre de la Défense de 2005 à fin 2013, Christian Schmidt lui succède

Le pari d'une approche plus "positive" envers Moscou

L'Allemagne a entrepris, à l'initiative de son **nouveau ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier**, de parier sur une amélioration des liens avec Moscou plutôt qu'une confrontation, en espérant être payée de retour sur des dossiers comme l'Ukraine ou la Syrie.

Gerhard Schröder, entretenait des relations chaleureuses avec Vladimir Poutine, qu'il avait un jour qualifié de "parfait démocrate". Gerhard Schröder,

qui a adopté deux enfants russes, est aujourd'hui président du gazoduc Nord Stream du groupe Gazprom.

Par contraste, Angela Merkel, pourtant russophone, n'a jamais eu de relations proches avec le chef du Kremlin, ancien agent du KGB qui a passé cinq ans à Dresde et parle allemand.

Grande Bretagne

La Grande-Bretagne lance une nouvelle mesure contre le « tourisme social »

Le gouvernement britannique vient de présenter de nouvelles règles visant à lutter contre le tourisme social en limitant l'accès des migrants européen aux aides sociales des travailleurs.

Pour en savoir plus À partir du 1er mars, les migrants européens travaillant au Royaume-Uni devront **justifier d'un seuil minimum de revenus** s'ils veulent bénéficier des aides sociales auxquelles ont accès les travailleurs britanniques.

En vertu de ce nouveau système, **toute personne devra avoir le statut de travailleur pour bénéficier d'allocations**. Pour obtenir ce statut, le travailleur devra justifier d'un salaire de 150 livres sterling (182 euros) par semaine, soit 24 heures de travail sous le salaire minimum britannique. Si une personne gagne moins, elle fera **l'objet d'une enquête approfondie des autorités britanniques**, qui devront **déterminer si le travail effectué est « réel et effectif » ou « marginal et accessoire »**.

« Ces réformes feront en sorte que nous ayons un système équitable qui apporte son soutien aux véritables travailleurs et chercheurs d'emploi, mais n'autorisent pas les personnes à venir dans notre pays et tirer profit de notre système de prestations sociales », a expliqué Duncan Smith.

Les migrants sans travail n'auront pas droit à un logement, à la retraite et à d'autres avantages. Ces nouvelles règles s'appliqueront également aux ressortissants de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège.

Grèce

L'élection directe des eurodéputés fait débat La coalition gouvernementale en Grèce a soudainement décidé de changer les règles des prochaines élections européennes. Elle veut introduire l'élection directe des eurodéputés.

Les élections européennes de mai prochain se tiendront en même temps que les élections municipales en Grèce. Elles seront décisives pour la fragile coalition au pouvoir.

Italie

Matteo Renzi, est nommé chef du gouvernement

20.02.2014

Plus prudent et l'air plus grave qu'à l'accoutumée, a promis de consacrer toute son "énergie et son enthousiasme" à réformer le pays.

ECONOMIE/FINANCE

Merkel : pas de signal d'aide à la Grèce avant les Européennes

La dirigeante allemande, adepte d'une politique stricte d'austérité budgétaire en Europe, a stoppé net **un projet de son puissant ministre des Finances, Wolfgang Schäuble**, qui voulait envoyer à la Grèce **"un signal de solidarité" avant le scrutin européen**, en laissant entrevoir qu'Athènes pourrait bénéficier d'un troisième plan d'aide, selon le magazine qui ne cite pas ses sources.

Angela Merkel, très critiquée par une population grecque durement éprouvée par les mesures d'économies qui lui ont été imposées depuis 2010, **a averti la Grèce qu'elle ne devait pas tabler sur un tel signal.**

Elle craint en effet que le parti anti-européen Alternative pour l'Allemagne (Afd) ne profite d'un nouveau débat sur une aide à la Grèce avant le scrutin européen du 25 mai, poursuit Der Spiegel.

L'Afd, qui prône l'abandon de l'euro et le retour au deutsche mark, n'a pas réussi à entrer au Bundestag (chambre basse du Parlement) aux élections législatives du 22 septembre, mais beaucoup lui prédisent une percée aux Européennes dans un pays pourtant jusqu'ici plutôt épargné par la crise.

A l'inverse, M. Schäuble craint une nouvelle montée en puissance des partis extrémistes grecs si aucune perspective d'un nouveau soutien financier n'est offerte à la Grèce.

RELATIONS EXTERIEURES/ ETATS HORS DE L'UE 28

La crise ukrainienne

Dimanche. L'opposition cesse l'occupation de la mairie de Kiev qui durait depuis deux mois, et ce, dans le cadre d'une amnistie proposée par les autorités.

Lundi Entrée en vigueur de l'amnistie pour les **manifestants**

Mardi. Trois manifestants tués par balles dans les violences à Kiev

Et puis le chaos et la violence qui a atteint son paroxysme lundi à Kiev. Si la presse parle d'"**ambiance de mort, de "nuit sanglante" ou encore de "chaos" et d'"apocalypse"**", l'Union européenne, les Etats-Unis et la Russie font part de leur inquiétude et tentent de faire reprendre les négociations engagées entre le régime de Viktor Ianoukovitch et l'opposition.

Bien que le régime ukrainien ait annoncé lundi l'amnistie des manifestants emprisonnés et que les opposants aient évacué la mairie de Kiev, la situation

20.02.2014

a soudain dégénéré mardi. Le Parlement ukrainien n'a pas échappé aux tensions puisque les manifestants ont bloqué la sortie des députés du parti au pouvoir, le Parti des Régions, car ceux-ci ont refusé d'inscrire la réforme à l'ordre du jour

Certains pays membres de l'UE, comme la France, l'Allemagne et la Pologne, ont appelé à des mesures contre les responsables de la répression

Jeudi Après un semblant de reculade du pouvoir, **la violence s'est déchaînée jeudi à Kiev comme en province** alors qu'au même moment, **une troïka de ministres des Affaires étrangères européens**, le Français Laurent Fabius, l'Allemand Frank-Walter Steinmeier et le Polonais Radoslaw Sikorski, **se trouvait à Kiev.**

Washington craint une intervention armée

La Russie vient à la rescousse financière de l'Ukraine

La Russie a déclaré le 17 février qu'elle apporterait un soutien financier de 1,46 milliard d'euros à son voisin ukrainien, lourdement endetté. Une bonne nouvelle pour le président Viktor Ianoukovitch

Depuis Moscou Moscou pensait avoir acheté le retour au calme en Ukraine en promettant 15 milliards de dollars, et en en versant 3 dès le mois de décembre, afin que le président Ianoukovitch puisse se montrer généreux.

Mais **cette stratégie a échoué, et Moscou n'a plus envie de jeter son argent par les fenêtres.** Car les Russes ne sont pas convaincus par la stratégie en dents de scie du président ukrainien.

A destination de l'opinion russe, Moscou agite le chiffon rouge du fascisme ukrainien. Car il n'est pas question que l'agitation à Kiev donne des idées aux Moscovites. **Mais un recours à la force, tel qu'il se présente, pourrait entraîner une quasi-guerre civile en Ukraine.** C'est une crainte qui s'exprime de plus en plus à Moscou.

D'autant qu'en Crimée, une région du sud de l'Ukraine, des dizaines de milliers de personnes ont la double nationalité, russe et ukrainienne, ce qui ne peut laisser les autorités russes indifférentes.

Mais l'Ukraine n'est pas la Géorgie, et un scénario comme celui qui a mené la province géorgienne d'Abkhazie à une indépendance reconnue seulement par Moscou, ne serait pas accepté par la communauté internationale.

D'après plusieurs analystes, Moscou a été surpris par l'ampleur de cette crise, et, tout en refusant de perdre l'Ukraine, ne sait pas comment la garder. **Toutefois, la position officielle reste ferme**

"Seul espoir" - "Les stratèges politiques du Kremlin ont semble-t-il tout fait pour que la Russie devienne le seul espoir du pouvoir ukrainien. Il est désormais très probable que ce rêve se réalise", écrit le

quotidien libéral russe **Vedomosti**. Il appelle les autorités russes à organiser "une conférence internationale" sur l'Ukraine.

La Suisse renonce à la signature d'un accord avec la Croatie

La Suisse, qui s'est prononcée par référendum il y a une semaine pour une limitation de l'immigration, ne signera pas sous sa forme actuelle un accord ouvrant l'accès de son marché du travail aux Croates, c'est le ministère suisse de la Justice qui l'a annoncé hier soir. Une décision lourde de conséquences.

C'est l'escalade du pire », titrait le quotidien **Le Temps**.

L'UE suspend des négociations avec la Suisse

Bruxelles a suspendu les négociations sur la participation suisse aux programmes "Horizon 2020" et "Erasmus", après la décision de Berne de ne pas ouvrir son marché du travail aux Croates, a annoncé dimanche un porte-parole de la Commission européenne.

Devenue le 28e membre de l'UE en juillet dernier, la Croatie est la première victime collatérale du référendum adopté il y a une semaine par les Suisses pour une limitation de l'immigration.

Qui va expulser les délinquants étrangers

Votée en 2010, mais contraire au droit international, cette disposition n'était pas appliquée. Les députés viennent de donner le feu vert.

Pour en savoir plus Le 28 novembre 2010, les Suisses avaient voté à 52,9 % pour que l'on expulse systématiquement tous les étrangers condamnés pour meurtre, viol, brigandage, traite d'êtres humains, trafic de drogue. Mais pas seulement. Devaient être expulsés aussi ceux qui avaient perçu abusivement des prestations des assurances sociales ou de l'aide sociale. Le couperet devait tomber même sur un étranger né en Suisse, qui y a toujours vécu et qui ne connaît ni le pays ni la langue de ses ancêtres.

La brigade franco-allemande ira bien en Centrafrique

Paris confirme l'envoi d'hommes de la brigade franco-allemande en Centrafrique, pour le mois de juin.

La Brigade franco-allemande est composée d'unités inter-armes et d'unités nationales de combat et de soutien logistique. Le commandement sera français, en raison des tours régulièrement adoptés au sein de cette brigade

20.02.2014

Actuellement, elle compte environ 4800 hommes et femmes. Les postes de commandement importants sont soumis à rotation tous les deux ans et confiés alternativement à chacun des deux pays.

ENERGIE/ENVIRONNEMENT

Maïs OGM : le désaveu français

Après le vote la semaine dernière des 28 Etats membres de l'UE sur l'autorisation d'un nouveau maïs OGM en Europe, **le Sénat s'est prononcé lundi sur le sujet et a rejeté le projet de loi du gouvernement d'interdiction du maïs OGM.** Une décision qui prend le contre-pied de la lutte française contre le transgénique. Mais rien n'est encore établi puisqu'un arrêté d'interdiction du maïs MON810 a été publié le même jour.

BREVES

Manifeste pour une union politique de l'euro

Un collectif d'économistes et de politologues, dont Thomas Piketty ou Pierre Rosanvallon, appelle à de profondes réformes démocratiques et notamment à la création d'une chambre parlementaire de la zone euro.

Syrie : l'UE débloque 12 millions d'euros pour la destruction des armes chimiques Cet engagement concrétise l'engagement pris par les pays de l'UE en décembre sur la base d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies qui résultait de l'accord russo-américain sur la destruction de l'arsenal chimique syrien.

Deux Pussy Riot interpellées à Sotchi

Deux membres du groupe contestataire russe, Pussy Riot, ont annoncé mardi, avoir été arrêtés dans la ville olympique de Sotchi. Elles avaient été libérées fin décembre au bénéfice d'une loi d'amnistie

L'idée d'une zone euro politique chemine en France

Le Groupe Eiffel Europe, le Manifeste pour une union politique de l'euro et **le mouvement Europe citoyenne de Corinne Lepage** ont un point commun. Ils penchent en faveur d'une intégration politique plus poussée pour un noyau dur de pays européen

MEDIAS EUROPEENS

Vu de Moscou Ukraine : Maïdan à nouveau en effervescence

Par La Voix de la Russie |

Maïdan, place de l'Indépendance, démontre une nouvelle fois son incapacité à négocier. Ayant évacué encore dimanche plusieurs bâtiments administratifs et la rue Grouchevski dans le centre de Kiev, les manifestants sont passés à

20.02.2014

nouveau à l'offensive. Le 18 février, le jour où le parlement devait débattre du sort de la Constitution ukrainienne, les partisans de l'opposition ont dirigé leurs colonnes de la place de l'Indépendance vers la Verkhovna Rada (parlement). Le défilé annoncé comme pacifique a rapidement dégénéré en désordres devenus habituels ces mois-ci. Des pneus brûlent à nouveau dans la capitale ukrainienne, et on entend des pétards claquer.

Certains radicaux ont fait usage d'armes à feu légères. Les policiers et les unités antiémeutes Berkout ripostent par des grenades assourdissantes. La confrontation a été commentée pour la chaîne de télévision ukrainienne Espresso TV par le député du Parti des Régions Vladimir Oleïnik. « Nous devons protéger la manifestation de protestation pacifique, et combattre résolument l'extrémisme. Prenons, par exemple, l'Europe. Là où l'on rosse les gens, où l'on lance des cocktails Molotov, où l'on tire, et bien, on réagit. Comment ? Par la force de la loi. Et il faut appuyer cette force de la loi. Quoi que vous fassiez, il y aura de nouvelles revendications, et les extrémistes n'évacueront jamais les lieux. Les radicaux ne reconnaissent aucun pouvoir. Nous devons comprendre où est la limite. Ceux qui jettent des cocktails Molotov, appellent à des pogroms, battent les gens, doivent répondre devant la justice. Il n'y a pas d'autre issue. »

Les ultras capturent des agents des forces de l'ordre et les conduisent sur la place de l'Indépendance. On traite de la même façon certaines personnes en tenue civile. Dans la Maison des officiers occupée, un poste de secours médical est improvisé. Les blessés se comptent par dizaines. Pendant 20 minutes, les radicaux ont occupé également le siège du Parti des régions, mais peu après, ils en ont été évincés par la police, a appris le correspondant de Golos stolitsy (La Voix de la capitale) Alexandre Ivasivka.

Les opposants prétendent que le peuple se prononce pour le retour de la Constitution de 2004, qui a considérablement limité les pouvoirs présidentiels. Or, les leaders des groupes parlementaires font tout pour faire échouer en ce moment le vote au parlement.

Le ministère des affaires étrangères de Russie appelle l'opposition ukrainienne à renoncer aux ultimatums et à engager un dialogue avec le pouvoir. **La diplomatie russe a qualifié les événements en cours à Kiev « d'outrage à l'ordre public et au bon sens ».**

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr

20.02.2014

Seite 11

**JEAN PIERRE VILLAESCUSA . E. mail : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr
Tel + fax : 00 43 1 879 65 29**